

ANCHA



AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDITADA POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **R**ESISTENCIA VENCERA

No. 42

mars 1979



25¢/2 fr.

Quinze cadavres identifiés au cimetière clandestin de Lonquén



Manifestation dans le centre de Santiago des familles des prisonniers-disparus.

40p. 8851

Quinze cadavres identifiés au cimetière clandestin de Lonquén

Au mois de février, 15 cadavres qui ont été trouvés au cimetière de Lonquén ont été identifiés. Certains d'entre eux figurent sur les listes des "disparus" qui ont été remises par les organisations de solidarité et le regroupement des parents des disparus.

Dans les reconnaissances des cadavres, les cas les plus pathétiques ont été ceux de deux femmes qui ont reconnu les restes des vêtements et des caractéristiques physiques de leurs époux et frères. Il s'agit d'une part de Purísima Munoz, épouse d'Adrien Mauraino Lillo et mère des frères José Manuel, Rodolfo Seguido Armando et Sergio Maureino Munoz. L'autre personne qui a identifié ces mêmes personnes est Olga Adriano Maureina Munoz qui a reconnu les restes de son père et de ses quatre frères. Olga Adriana Maureina Munoz a non seulement fait part de ceci à l'opinion publique chilienne, mais elle a aussi dénoncé les sbires qui ont détenu ses parents. Elle a dit que "peu après le 11 septembre, dans la nuit du 7 octobre, des fonctionnaires, des carabinieri sont venus à notre maison sur la propriété Naguayan située dans la zone de l'île Maipo, près de la mine de chaux de Lonquén, et ont procédé à l'arrestation de Sergio Maureina et ensuite ont arrêté ses fils".

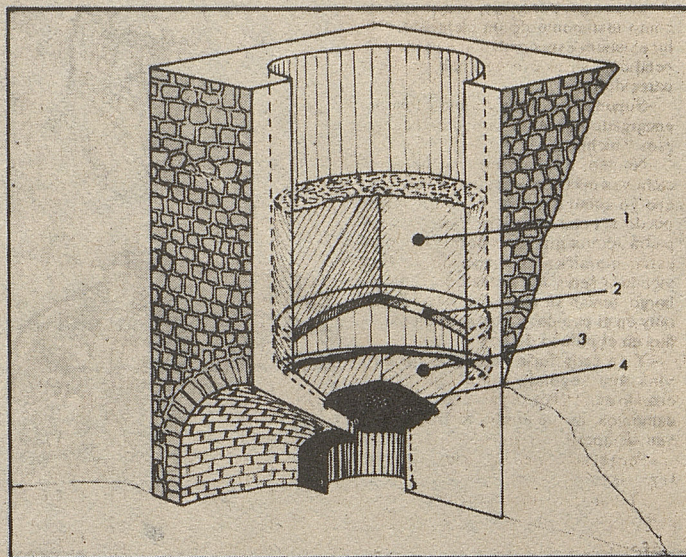
Toutes deux ont déclaré catégoriquement qu'elles connaissaient l'identité des policiers qui ont détenu leurs parents et parmi lesquels il y aurait un lieutenant nommé Lautaro, le brigadier Maunoz et un sous-officier qui serait encore de service dans la zone de l'île de Maipo. De plus, elles ont fait savoir que pendant une longue période de temps elles ont parcouru les différentes maisons de détention, le Stade National, le Stade Chili et d'autres pour tenter d'obtenir quelques informations sur leurs parents, mais tout avait été en vain. Suite à l'annonce de la découverte de cadavres dans la mine de chaux, elles furent les premières à se présenter à l'identification des restes.

L'identification des restes des 15 cadavres est un fait



Condamnation dans le cas Letelier

Dans l'après-midi du 14 février le jury réuni par les tribunaux du district de Columbia a rendu son verdict contre les 4 accusés qui se trouvaient sur le banc des accusés dans l'assassinat d'Orlando Letelier. A l'unanimité les jurés les ont trouvés coupables de "conspiration pour l'assassinat d'Orlando Letelier avec préméditation et perfidie". Les inculpés sont Michael Townley, américain qui a fait partie du groupe fasciste "Patrie et Liberté" et ex-membre de la DINA, condamné à 3 ans de prison après avoir collaboré avec la justice américaine, obtenant ainsi une diminution considérable de sa peine. Les autres, les cubains Guillermo et Ignacio Novo Sampol et Alvin Ross inculpés (d'utilisation d'explosifs pour assassiner Orlando Letelier et Ronnie Moffitt qui accompagnait Orlando Letelier en voiture) "destruction de l'auto Chevrolet 75 et de parjure devant le grand jury et de parjure en ce qui concerne leurs contacts avec la DINA". Ces derniers ont reçu des condamnations qui varient entre 15 ans de prison et la prison à perpétuité, mais les instigateurs directs, le général Manuel Contreras Sepulveda, chef de la DINA au moment de l'attentat, le colonel Pedro Espinoza et le capitaine Armando Fernandez Larios se trouvent



C'est ainsi qu'ont été enterrés, dans un des cimetières du fascisme, la mine de chaux de Lonquén, un groupe de prisonniers politiques, brutalement assassinés par la dictature. Les numéros correspondent à: 1) rempli de terre; 2) dalle de ciment improvisée; 3) terre meuble qui recouvre les cadavres; 4) restes humains.

irréfutable et jette par terre les arguments présentés par les autorités fascistes qui en premier lieu ont tenté de camoufler l'enquête, de falsifier les faits en disant qu'il s'agissait de règlements de comptes entre délinquants.

A l'heure actuelle l'enquêteur nommé pour ce cas, Adolfo Banados, a refusé de remettre toutes les informations qu'il a entre les mains et on ne sait non plus si il a exigé la comparution des fonctionnaires policiers.

Avec l'approfondissement de l'enquête et de tous les cadavres trouvés, toutes les dénonciations faites par les parents des disparus seront réaffirmées, confirmant ainsi que ces derniers ont été assassinés par les forces policières dirigées par Pinochet.

toujours au Chili jouissant des privilèges que leurs donne le régime fasciste en attendant le verdict de la Cour suprême qui "décide" de satisfaire ou non à la demande d'extradition de la justice américaine et si ils seront soumis à un procès aux États-Unis.

Face à cela, nous avons eu écho de diverses personnalités juridiques américaines entre autres le procureur en chef du district de Columbia Earl Silvert qui a déclaré: "Ce cas n'est pas terminé. Nous continuerons de poursuivre les 3 accusés chiliens qui seront extradés pour qu'ils affrontent le jury de cette ville. Tous les responsables de ce crime atroce seront trainés devant la justice ici-même. Pour sa part le procureur Laurence Barallo, responsable du procès, a dit: "La justice américaine a accompli son devoir, ce qui arrivera maintenant dépendra de la Cour suprême du Chili. Ce jury a condamné les 3 cubains sans laisser l'ombre d'un doute. Et nous savons que la justice chilienne a besoin de beaucoup moins d'évidence pour condamner quelqu'un" . . . "Au Chili, ce qui s'est passé ici sera un tremblement de terre qui facilitera l'extradition".

Ce sont là les points de vue des personnalités américaines qui croient encore en la "justice chilienne", fidèle serviteur des moindres désirs du régime fasciste lequel a tenté de défendre ses "hommes" par tout les moyens possibles, y compris en envoyant au procès de Columbia des agents de l'ex-DINA pour qu'ils agissent en tant que témoins et qu'ils réfutent les déclarations de Townley et des cubains, une ruse qui ne réussit pas à convaincre le jury.

Au cours du procès de nouveaux faits ont été fournis qui confirment une fois de plus la culpabilité de Pinochet dans cette assassinat et ils ont été fournis par nul autre que l'ambassadeur américain au Chili Walter Landau lequel, selon le quotidien *New*

York Times, s'est basé sur des informations dignes de foi du FBI et sur la base des informations fournies par l'ambassadeur à cette organisme, ce serait Pinochet lui-même qui aurait demandé personnellement à son collègue Stroessner que soit fourni des passeports paraguayens à deux agents secrets chiliens. Ceci a été confirmé par la confirmation qu'a fait W. Landau lors du procès où il se réfère à l'affaire des passeports, mais il n'a pas mentionné la demande de Pinochet au dictateur paraguayen ce qui selon le même quotidien est dû à un accord entre les avocats du gouvernement des Etats-Unis et à la défense de ne pas interroger publiquement l'ambassadeur sur ce sujet particulier.

Le despotisme que l'ont veut institutionnalisé avec la constitution maudite de Pinochet

La théorie constitutionnelle des classes exploiteuses pose un des fondements et une des garanties de la démocratie bourgeoise, la division du pouvoir de l'Etat, sa distribution équilibrée entre les différentes sections dominantes. Dans la constitution que l'ont veut imposer au Chili, nous voyons comment l'oligarchie, devant la crise et la montée de la résistance populaire, n'a pas hésité, une fois de plus, pour défendre ses intérêts de classe, à jeter par-dessus bord tous ces principes "démocratiques" élaborés pour masquer sa dictature de classe.

On cherche à imposer dans notre pays le despotisme le plus absolu des Forces armées (comme nous l'avons montré dans un article précédent) et du président de la République (duquel nous avons fait mention) pour qu'ils soient les "anges gardiens" des intérêts réactionnaires.

Cette situation d'une extrême concentration du pouvoir politique est un phénomène généralisé dans les pays où le faible développement économique fait que, devant la crise du monde capitaliste, devant la baisse des taux de profit, les différents secteurs bourgeois ne peuvent se mettre tous d'accord sur un partage harmonieux du butin obtenu de l'exploitation du peuple. C'est alors qu'une section d'entre eux, la plus puissante, s'impose en écrasant les travailleurs et les autres secteurs patronaux, principalement les secteurs petits et moyens. L'accumulation du pouvoir politique correspond ainsi à la concentration du pouvoir économique aux mains d'un petit groupe de monopoles nationaux et étrangers qui dominent notre patrie.

Nous avons déjà vu le concept de souveraineté que les fascistes développent dans la constitution: c'est le droit des "autorités" de défendre la "sécurité nationale" des intérêts de l'oligarchie et de réprimer ceux qui mènent la lutte de classe pour défendre leurs intérêts, leur mettant le soulier chinois qui appelle à "l'intégrité harmonieuse de tous les secteurs de la nation". Pour tromper les naïfs et ceux qui se laissent délibérément séduire par la perspective de recevoir quelques miettes du banquet, on organisera des farces électorales et quelques plébiscites comme le dernier de Pinochet, pressé par la résolution des Nations unies et pour contenter Carter.

A ceci s'ajoutent les "devoirs constitutionnels" de tout Chilien qui selon l'article 22 du projet de constitution a le devoir fondamental... "de contribuer à préserver la sécurité nationale". L'article 24 ajoute que "toute personne, institution ou groupe doit obéir aux ordres que donnent les autorités légalement constituées, à l'intérieur de leurs attributions". Nous verrons certaines des attributions les plus remarquables de la première autorité, de son excellence le président de la République:

— Son autorité s'étend à tout ce qui porte sur la



conservation de l'ordre public (article 30). Notons que ceci montre la fin et non les moyens. Par les milliers de disparus, les plus de 30,000 assassinés, les centaines de milliers de torturés, nous savons comment les fascistes appliquent le machiavélisme de la fin justifie les moyens.

— La durée de l'exercice de ses fonctions sera de huit ans (article 32). Si l'on n'obtient pas de majorité absolue, on procédera à une deuxième élection entre les deux candidats ayant obtenu la plus forte majorité, comme dans le système français.

— C'est lui qui décrètera les états d'urgence et mettra à exécution la déclaration d'état de siège immédiat, en attendant que le Congrès se prononce. Lors de telles situations, le droit de protection devient nul et les tribunaux ne peuvent en aucun cas mettre en doute les fondements des mesures que le président a adoptées (article 41, no 7). Pour que l'on voit ce que le président peut faire pendant que le Congrès se réunit, discute et décide, l'article 52 du projet lui donne le pouvoir de transférer des personnes dans n'importe quel point du territoire national, de les expulser de celui-ci, de les détenir dans des endroits qui ne sont pas des prisons, ni ne sont destinées à la détention ou à l'emprisonnement, restreindre la liberté de mouvement des personnes dans n'importe quel point du territoire national. L'article 52 lui permet de restreindre et jusqu'à suspendre (encore!) le droit de réunion, la liberté d'information et

d'opinion, le droit d'association et de syndicalisation, le droit d'imposer la censure du courrier et des communications.

— Le Congrès peut déléguer ses pouvoirs au président de la République pour qu'il dicte des lois par simple décret pour une durée d'un an. Même sans cette délégation de pouvoir, il peut, en tout temps, dicter des règlements, des décrets, etc., dans des domaines qui ne sont pas matière à législation (article 41, no 3 et 8).

— Pour assurer au président la caution du Congrès, les élections des deux se font simultanément (article 54). L'élection des députés se fait dans des circonscriptions qui seront établies plus tard par législation, ce qui ne rend pas difficile de prévoir que l'on donnera une meilleure représentativité aux zones où les forces électorales sont les plus favorables aux intérêts du gouvernement.

— Le président de la République désigne certains des membres du Sénat (article 41, no 6 et 68). Le Sénat se composera de trente membres desquels quatorze ne seront pas élus. Feront partie de ceux-ci les ex-présidents de la République, un ex-président de la Cour suprême, un ex-contrôleur général de la République, quatre ex-généraux en chef des Forces armées et un ex-directeur général des Carabiniers, un ex-recteur de l'Université, un ex-ambassadeur, un ex-président de la Chambre des députés, un ex-ministre d'Etat et un ex-ministre des Affaires étrangères. Les intérêts qu'ils représentent sont clairs. Et ce même Sénat, titulaire des intérêts de l'oligarchie, doit agir comme juré au cas où une accusation politique est portée à la Chambre des députés contre le président de la République, les ministres d'Etat et des Forces armées, le directeur-général des Carabiniers, tout général ou amiral, membre du conseil de la Banque centrale, intendant ou gouverneur, etc.

Comme on le sait, le président de la République désigne en plus les ministres d'Etat, de la Cour d'appel et de la Cour suprême, le contrôleur-général de la République, les ambassadeurs, les intendants et gouverneurs, les membres du conseil de la Banque centrale et les hauts fonctionnaires de l'administration publique.

— Le président de la République peut dissoudre la Chambre des députés (article 41, no 5). Ce pouvoir est typique des régimes parlementaires où c'est le parlement qui élit le gouvernement, mais dans le cas du Chili, c'est un pouvoir de plus qui renforce le despotisme du président.

— Le président de la République est le seul qui peut proposer la grande majorité des lois et les plus importantes, qui sont celles en rapport avec la distribution du revenu: la loi des finances et les autres qui affectent les fonds de l'Etat, les lois sur les impôts et celles sur les augmentations de traitements et salaires (article 73).

— Mais comme si ceci n'était pas assez, le projet privilégiera à cause de sa composition, l'opinion du Sénat pour l'approbation des lois et le transformera en un instrument du président pour les imposer; d'une part, si un projet de loi est rejeté en général par la Chambre des députés (chambre d'origine), le président peut présenter immédiatement le même projet de loi au Sénat (chambre de révision) et si celui-ci est adopté en général, le projet de loi reviendra à la Chambre des députés qui peut le rejeter seulement avec les deux tiers des membres présents (article 77). D'autre part, s'il n'y a pas accord entre les deux chambres ni au sein de la Commission mixte formée pour discuter un projet de loi, le président peut exiger de la Chambre des députés qu'elle considère le projet selon ce qu'a approuvé le Sénat et ce projet se verra accepté en tout point pour lequel la Chambre des députés ne pourra réunir les deux tiers de ses membres pour le rejeter (article 80).

— En plus de ce qui précède, le président a le droit de veto



sur toute loi proposée par le Sénat. Ceci veut dire que si les deux chambres ont intérêt à imposer au président une loi, nonobstant son opposition, elles devront réunir la difficile majorité des deux tiers pour insister, ce qui est pratiquement impossible, surtout au Sénat.

— Et encore plus, si de l'avis du président de la République, le Congrès envoie un projet qui n'est pas convenablement financé, à la promulgation de la loi et en accord avec le contrôleur-général de la République, il a le recours "d'en réduire proportionnellement les dépenses quelles qu'en soit la nature". C'est-à-dire qu'avec ce recours, il annule l'efficacité de n'importe quelle loi et malgré tout ce qui précède, il peut échapper à tout ce qu'il veut.

— Pour terminer ce tableau, disons que pour modifier la constitution, il est requis "le concours des volontés du président de la République et des trois cinquièmes des membres en exercice de chaque chambre", ce qui est pratiquement impossible.

* * *

Il y a ceux qui insistent pour prêcher au peuple qu'il limite ses luttes à ce que lui permettent la constitution et les lois, et lui défendent de vouloir aller plus loin. Ils ne manquent pas ceux qui cherchent à convaincre le peuple qu'un parlementaire de tel ou tel parti est meilleur qu'un parlementaire de tel autre parti, qu'il n'y a qu'à élire le moins pire, comme si cela allait changer quelque chose à la situation. Ceux-ci conservent encore des espoirs d'arriver au pouvoir par la voie pacifique, électorale, ou espèrent qu'un groupe de militaires bourgeois se décide à quitter l'uniforme taché de sang et posent en "démocrates et patriotes", instaurent un régime qui permettra de transformer leurs dirigeants en parlementaires, gouverneurs, fonctionnaires publics ou simples bureaucrates syndicaux.

Ceux qui espèrent arriver à détenir demain le pouvoir que détient aujourd'hui Pinochet pour favoriser leurs intérêts et opprimer le peuple, n'ont pas intérêt à démolir la machine bureaucratique et militaire bâtie par les fascistes, ils combattent seulement les mesures qui les touchent.

Seul le peuple peut se libérer, sans croire aux faux prophètes qui veulent se racheter, avec son organisation et sa lutte chaque fois plus massive et violente. La direction du prolétariat en alliance étroite avec les paysans est la seule force qui peut en finir avec le fascisme et son institutionnalité, couper les chaînes de la dépendance étrangère, balayer pour toujours les structures militaires, politiques, économiques et sociales qui les ont engendrés, car sans les détruire jusque dans leurs fondements, ces structures peuvent se régénérer.



Propagande de la Résistance

Nous avons reçu du Chili le journal "Unité" numéro 10, organe des Comités antifascistes du professorat (CAF-M). Ce journal clandestin des professeurs qui luttent contre la

dictature publie un éditorial sur les véritables objectifs de la "carrera docente" que nous reproduisons intégralement:

Les véritables objectifs de la "carrera docente"

Si la junte militaire a quelque chose de positif, c'est dans le sans-gêne avec lequel elle pose ses objectifs. En réalité, représentante des secteurs oligarchiques et de l'impérialisme américain et s'appuyant sur la force directe des armes, elle n'a pas besoin de faire de concessions, ni de démagogie, ni de populisme; elle promulgue simplement des lois, des édits et incarcère.

Voyons la "franchise" des paroles du ministre de l'Education au IIIe Congrès du Collège des professeurs (El Mercurio). La "carrera docente" est "un instrument fondamental pour concrétiser les politiques et les stratégies du développement de l'éducation au Chili et de consolidation des possibilités de travail et de rémunération".

Analysons brièvement la signification des paroles du ministre. Il n'y a pas de doute que la "carrera docente" est un "instrument fondamental", mais pour réprimer et contrôler le professorat. Quelle autre chose peut-on déduire à lire les mesures disciplinaires que nous subissons aux infractions qu'ils envisagent, depuis la présentation personnelle jusqu'au sens à donner aux plans et programmes. Et tout ceci, sanctionné drastiquement avec perte d'avancement ou destitution de la charge. Ceux qui auront le rôle ingrat de juger leurs propres collègues seront les directeurs. Ainsi nous voyons une proposition claire d'introduire un élément de division au sein du professorat.

Avec ces mesures, on cherche foncièrement à intimider le professorat pour créer des fonctionnaires dociles et malléables qui, à leur tour, ne stimuleront pas des habitudes de pensée critique et créatrice chez leurs étudiants, mais développeront des hommes qui, avec la même docilité que leurs professeurs, seront obéissants au système, à l'autorité et à la hiérarchie pour qu'ils ne questionnent pas la réalité dans laquelle ils vivent ou se proposent de la transformer.

Tels sont les véritables objectifs des "politiques et

stratégies du développement de l'éducation au Chili" dont parle le ministre. Transformer la jeunesse chilienne en instrument efficace de la machine capitaliste.

Que ce qui précède soit le véritable objectif de la "carrera docente", est démontré par le fait que ce plan ne signifie pas une amélioration économique ni un stimulant pour la fonction éducative du professorat. Parce que de fait, avec le précédent accord économique, on perdait déjà une partie des triennats, le groupe inférieur baissait de 40 à 20% et le groupe supérieur de 140 à 100%.

Avec le système actuel, les triennats disparaissent totalement, étant remplacés par le système des biennats conditionnels.

Ce n'est pas non plus un stimulant pour la fonction éducative du professeur parce qu'en plus de la baisse du salaire, on augmente les heures de travail, supprime le système des chaires, continue de maintenir un surplus d'élèves par classe; il n'y a pas de sécurité d'emploi pour les diplômés. De plus, le professeur qui désire poursuivre au delà de la douzième n'a pas de stimulants mais peut seulement se rendre en treizième ou quinzisième année, selon le cas.

En résumé: on travaillera plus, on gagnera moins et avec une plus grande insécurité. Telle est la "consolidation des possibilités de travail et de rémunération" que promet la junte militaire au professorat.

Face à ce nouvel attentat fasciste contre l'éducation et la culture, les professeurs doivent opposer la lutte, l'unité et l'organisation du professorat pour exiger la dérogation à la "carrera docente".

**LUTTONS POUR LA LIBERTE DE PENSEE,
D'EXPRESSION ET DE REUNION!
NON A LA CARRIERE INDECENTE!**

nouvelles en bref . . . nouvelles en bref . . . nouvelles en br

UN NOUVEAU "DISPARU"

Raul Illanes, ingénieur minier, a été détenu le 25 février à Santiago par des effectifs des services de répression du régime. Depuis cette date, on ne connaît pas l'endroit où il est détenu et les autorités fascistes nient qu'il soit effectivement détenu. Son épouse a déposé une accusation de séquestration devant les tribunaux.

ANTIFASCISTE CHILIEN ASSASSINE EN ARGENTINE

Oscar Orlando Oyarzun a été trouvé assassiné près du cimetière de Chacaritas dans la province de Buenos Aires, Argentine. Son cadavre montrait des signes de torture et de coups. Au Chili, Oyarzun fut le dirigeant de la Société nationale du pétrole et dut s'exiler à la suite du coup d'Etat fasciste de 1973. Les autorités argentines de l'époque l'assignèrent à résidence à Rosario et après quelques années, étant donné ses bons antécédents, elles lui accordèrent le droit de se déplacer dans tout le pays. Après quelques mois de séjour à Buenos Aires, il a été assassiné.

Ce nouveau crime montre clairement que les dictatures de Videla et de Pinochet restent unies et collaborent "étroitement" en ce qui concerne la répression et que leurs "différends" sur les problèmes frontaliers ne sont rien d'autre que des manoeuvres pour détourner l'attention des peuples de leurs véritables problèmes.

CINQ CENTS TRAVAILLEURS DE LA MINE DE CUIVRE "EL TENIENTE" MENACÉS DE CHOMAGE

Les autorités fascistes du Ministère des Mines ont récemment annoncé qu'elles ont adopté une résolution visant à réduire le personnel de la mine "El Teniente". Dans une première étape, elle vise la suppression de cinq cents postes. Devant cette annonce, les différents syndicats de la mine ont protesté énergiquement et lancé un appel à s'unir et lutter pour que la mesure ne soit pas appliquée.

BOMBES A SANTIAGO

A l'aube des 12 et 13 février, des bombes ont explosé à

Santiago. Une d'elles a explosé au supermarché Almac situé au coin d'Americo Vespucio et Manuel Barrios. La chaîne des supermarchés Almac est propriété de fascistes

connus. L'autre a explosé à la succursale d'Apoquindo de la Banque du Chili. Les deux explosions ont causé de lourds dommages aux deux établissements.

Solidarité internationale

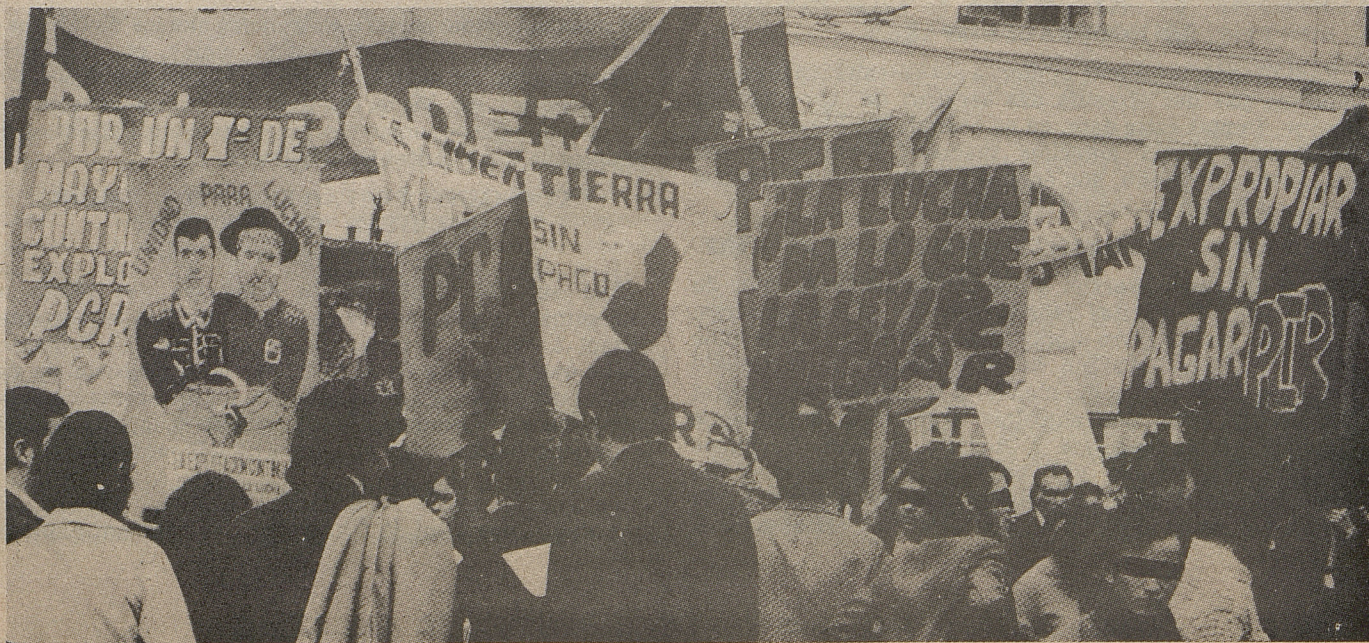
Etats-Unis: Le 3 février, à Chicago, s'est tenue avec grand succès une réunion en appui à la Résistance chilienne, organisée par le Front du Peuple du Chili. Lors de cette réunion, à laquelle une centaine de personnes assistaient, des messages de salutations en appui au Front du peuple et à la Résistance chilienne envoyés par des organisations révolutionnaires américaines et d'autres nationalités ont été lus. Par la suite, un message de salutations du Front du Peuple à l'occasion du 13e anniversaire de la fondation du Parti communiste révolutionnaire (PCR) a été lu. Le Front du Peuple a prononcé le discours principal qui a donné lieu à un intéressant débat sur l'expérience de l'Unité populaire et sur la situation actuelle de la lutte de notre peuple.

Canada: Le Comité canadien d'appui à la Résistance chilienne a organisé plusieurs réunions de masse, lors desquelles il a donné de l'information sur la situation au Chili et où l'on a discuté de la situation dans ce pays. Les dernières réunions ont eu lieu les 18 janvier et 19 février, analysant l'isolement de la junte militaire fasciste sur le plan international et la lutte commune des peuples canadien et chilien contre leurs ennemis communs. D'autre part, lors d'une grande assemblée en appui à la juste cause du peuple iranien qui a eu lieu le 10 février à Montréal, le Front du Peuple a lu un message et a organisé une vente de littérature conjointement avec le Comité canadien d'appui à la Résistance chilienne.

Angleterre: Le Centre des Etudiants de l'Université de Nottingham a organisé une quinzaine internationale, inaugurée par une analyse de la situation chilienne. A midi, on a discuté de l'absence des droits de l'homme au Chili et dans l'après-midi, on a projeté un film de la télévision britannique — production Granada — sur la lutte antifasciste au Chili, à la suite duquel le Comité Chili de Nottingham a fait une intervention et s'est tenu un grand débat avec un esprit fraternel et de solidarité. Toujours dans la ville de Nottingham, une réunion a eu lieu le 2 février sur la femme dans le monde, avec la projection de deux films montrant la situation de la femme dans des pays de sociétés différentes. Une camarade chilienne a expliqué la situation de la femme au Chili, et à la suite de son exposé s'est tenue une riche discussion.

A Ilkeston, province de Derby, la section d'Ilkeston du Syndicat national des Travailleurs municipaux d'Angleterre a décidé d'arrêter la vente de conduites que la junte militaire chilienne avait commandées à la compagnie Stanton Ironworks. Le Comité Chili a assisté à l'assemblée du syndicat dans laquelle on a projeté un film, discuté de la situation au Chili et décidé, de la part du syndicat, d'appuyer la Résistance chilienne.

France: Le 23 février, le Parti communiste révolutionnaire a organisé une grande réunion à Paris pour célébrer le 13e anniversaire de sa fondation, à laquelle plus de trois cents personnes ont assisté. Le discours principal a été lu par Jorge Palacios, membre du secrétariat du Comité central du PCR, et que l'assistance a écouté avec attention. Le discours, portant tant sur la situation nationale qu'internationale, a été longuement applaudi et les participants ont crié de nombreuses fois **Le peuple armé ne sera jamais écrasé!** La réunion s'est terminée par l'Internationale chantée debout et le poing levé par les participants. Jusqu'à l'heure de tombée de ce numéro, le PCR du Chili avait reçu des messages et des salutations des organisations suivantes à l'occasion de ses treize années de lutte: Direction politique du Front extérieur du MAPU-Parti des Travailleurs, Organisation du IIIe Congrès de la Jeunesse radicale révolutionnaire, la section de Suède du Parti socialiste du Chili (CNR), divers comités du Front du Peuple à l'extérieur, Parti Bandera Roja du Venezuela, Parti communiste marxiste-léniniste d'Equateur, Parti communiste péruvien marxiste-léniniste, Mouvement populaire dominicain, Parti communiste de Grèce (M-L), Parti communiste d'Allemagne (M-L), Parti communiste portugais (reconstruit), Parti communiste d'Italie (M-L), Parti communiste révolutionnaire (M-L) de Belgique, Organisation pour la Reconstruction du Parti communiste de France, Parti communiste d'Autriche, Parti communiste d'Irlande (M-L), Mouvement communiste marxiste-léniniste de Suisse, Parti communiste des Ouvriers et des Paysans d'Iran, Organisation communiste d'Angola, Organisation communiste marxiste-léniniste de Tunisie, Parti communiste du Japon (gauche), Parti communiste de Nouvelle-Zélande, Front populaire de Libération d'Erythrée, Union des Travailleurs émigrants



tunisiens, Union nationale des Etudiants de la Côte d'Ivoire, Fédération des étudiants d'Afrique noire en France, Comité des Colombiens à l'étranger.

A Paris, le Comité du Front du Peuple à l'extérieur a envoyé de chaleureux messages de solidarité à la réunion du Front populaire de Libération d'Erythrée du 28 février, de même qu'à la réunion de solidarité avec le Front Polisario, tenue également le 28 février. Pour leur part, les comités locaux de Paris du MAPU (PDLT), de la JRR IIIe Congrès et du PCR du Chili ont envoyé un message commun à ces deux réunions.

République Dominicaine: Le Parti communiste révolu-

Colombie: important pas en avant pour l'unité des révolutionnaires

Récemment nous avons reçu de Colombie une information concernant l'avance importante accomplie à la fin du mois de novembre 1978 par les forces révolutionnaires colombiennes lors de la signature, à la fin de ce mois, d'une importante déclaration conjointe entre le Parti communiste

tionnaire du Chili a envoyé des salutations fraternelles au Mouvement populaire dominicain à l'occasion du 23e anniversaire de ce parti marxiste-léniniste de la République Dominicaine.

Suède: Une réunion pour célébrer les treize ans du PCR du Chili a été organisée à Malmo le 17 février, où en plus du discours principal de ce parti, a été lu de chaleureuses salutations de la Coordination nationale des Régions du Parti socialiste du Chili. Cette réunion a été appuyée par les camarades portugais et latino-américains, ainsi que par le Front du Peuple de Malmo et Copenhague.

de Colombie (marxiste-léniniste), l'Armée de Libération nationale (ELN) et l'Armée populaire de Libération (EPL). En raison de l'importance de cette déclaration, ANCHA la reproduit intégralement pour ses lecteurs.

Déclaration conjointe du Parti communiste de Colombie (marxiste-léniniste), de l'Armée de Libération nationale(ELN) et de l'Armée populaire de Libération

Considérant que l'unité entre les organisations révolutionnaires est un pas en avant dans le renforcement du camp révolutionnaire colombien, le Parti communiste de Colombie (marxiste-léniniste), l'Armée populaire de Libération et l'Armée de Libération nationale font part avec une profonde satisfaction aux révolutionnaires colombiens et à tout le peuple des avancées accomplies dans cette voie par nos organisations. Nous réitérons aussi notre engagement à poursuivre la lutte de l'avant jusqu'aux ultimes conséquences.

Nous sommes conscients que notre démarche d'unité n'est que l'interprétation correcte des exigences des masses et nous saurons répondre à leurs aspirations les plus sacrées.

L'Armée de Libération nationale et le Parti communiste de Colombie (marxiste-léniniste) avec sa branche armée, l'Armée populaire de Libération, organisations nées et développées dans le feu de la lutte armée révolutionnaire, comme expression de la lutte de classes, ont entrepris un clair processus d'unité après avoir surmonté certaines difficultés liées à ce processus d'unification.

Notre unité est cimentée par des principes clairs tels: le respect mutuel entre les organisations soeurs, le maintien de l'indépendance politico-organisationnelle et l'établissement de nos relations sur une base d'égalité; ces principes ont été renforcés en plus par d'authentiques valeurs prolétariennes telles la solidarité morale et matérielle mutuelle dans les moments difficiles, l'amitié et la fraternité dans les tâches communes, et un mutuel esprit de décision et de sacrifice qui a été démontré lorsque nous combattions ensemble l'ennemi commun.

La démarche d'unité entre le Parti communiste de Colombie (marxiste-léniniste), l'Armée populaire de Libération et l'Armée de Libération nationale a comme but fondamental le renforcement du camp révolutionnaire colombien et continental; elle signifie en outre un appel fraternel à suivre cet exemple pour les autres organisations soeurs qui, dans les villes et les campagnes, combattent efficacement l'ennemi de classe, l'oligarchie locale et l'impérialisme américain.

Nous avons identifié certaines questions qui doivent constituer les bases solides sur lesquelles doit se poursuivre notre processus d'unification:

1) la conception de la guerre populaire prolongée dont le développement permettra à notre peuple de conquérir sa libération définitive et l'instauration d'une société socialiste en Colombie.

2) Notre pratique mutuelle dans le développement de la lutte armée révolutionnaire qui nous a permis de jouer un rôle important dans la lutte de classes deviendra une tâche de plus en plus importante puisque nous sommes conscients que c'est seulement avec une direction correcte que notre peuple pourra obtenir son indépendance totale et définitive.

3) L'Armée de Libération nationale, le Parti communiste de Colombie (marxiste-léniniste) et l'Armée populaire de Libération, fermement convaincus de la nécessité impérieuse de construire des bases d'appui dans la paysannerie comme premiers pas dans l'édification du pouvoir populaire et embryons de réserve pour le renforcement et le développement de l'armée révolutionnaire ne ménageront pas leurs efforts pour avancer cette tâche dans la présente étape de la révolution colombienne.

4) Nous reconnaissons et appuyons sans réserve le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans le processus révolutionnaire en développant dans une forme intégrale l'idéologie prolétarienne au moyen de la mise en pratique de la science marxiste-léniniste.

5) Nous considérons qu'il est important de souligner que, dans les conditions concrètes de notre pays, c'est au moyen de l'alliance ouvriers-paysans, qui doit devenir l'épine dorsale du large mouvement révolutionnaire, que seront réalisés les objectifs auxquels aspirent les larges masses populaires.

6) Nous nous engageons très sérieusement dans le développement et le renforcement de la lutte politique de masse avec l'objectif de lui donner un contenu de classe élevé, contenu de classe qui lui permettra d'atteindre une forme supérieure, celle de la lutte armée révolutionnaire.

Avec cette ferme position nous serons conséquents dans la lutte contre le révisionnisme qui, loin d'adopter des positions révolutionnaires, pousse les masses vers le conformisme en considérant comme une fin en soi leurs luttes revendicatives et en les conduisant sur la voie de la conciliation et du pacifisme.

7) Nos organisations maintiennent leur position anti-électorale étant donné que la pratique nous a démontré la justesse de cette position; aujourd'hui nous constatons — sans être surpris — la dégénérescence accélérée de la légalité bourgeoise dont il ne subsiste que les apparences et dont il est de plus en plus ridicule de faire le jeu en participant à la farce des élections.

8) Finalement, nous réitérons notre appel unitaire aux organisations soeurs pour que de nouveaux pas soient accomplis en vue de la recherche de la nécessaire unité à laquelle nous aspirons tous. Pour notre part, nous continuerons d'avancer dans l'accomplissement de nos engagements vis-à-vis la cause révolutionnaire, fidèles à nos mots d'ordre de:

**UNIS DANS LE COMBAT, NOUS VAINCRONS!
PAS UN PAS EN ARRIERE, LA LIBERATION OU LA MORT!**

Art antifasciste

A LA MEMOIRE D'UN HEROS ANTIFASCISTE

Hommage à un camarade résistant, Augusto Carmona, assassiné par la dictature le 7 décembre 1977.

Dans plusieurs années

Quand le monde ne sera pas plus grand qu'une bourgade

Il y aura peut-être un seul peuple uni sur la terre

Et peut-être la bannière de l'homme

sera hissée sur la place

Et bien que l'on ne sache pas qu'elles seront ses couleurs

Sache Augusto, mon frère

Que la couleur de ton sang

Sera imprimée sur l'emblème de la liberté

(“El Rebelde”, no 142)

VIVE L'UNITE DU CAMP REVOLUTIONNAIRE COLOMBIEN!

Armée de Libération nationale
Parti communiste de Colombie (marxiste-léniniste)
Armée populaire de Libération

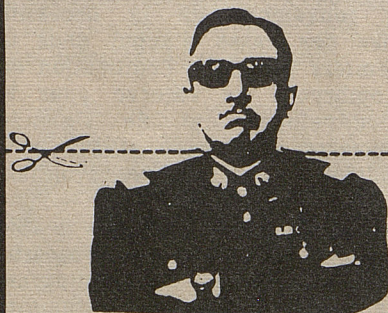
DEPUIS LES MONTAGNES, 25 NOVEMBRE 1978

Durant le mois de novembre une section des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) a scissionné d'avec la direction du PC colombien et de son groupe guerrillero. Les camarades de cette section, regroupés dans les Noyaux conséquents marxistes-léninistes des FARC accusent la direction du PCC et des FARC de trahison, de sabotage de l'unité des sections révolutionnaires, d'économisme, de soumission aux divergences tactiques de l'oligarchie et ils les accusent de pratiquer une ligne passive auto-défensive dans la paysannerie. Les Noyaux conséquents marxistes-léninistes des FARC ont de plus envoyé une lettre ouverte au PCC(M-L), à la EPL et à la ELN, les appuyant dans leur lutte et posant la nécessité de la formation d'un Front uni de Libération nationale “avec à sa tête, l'alliance des ouvriers et des paysans et au sein duquel seraient regroupées toutes les véritables organisations révolutionnaires et le peuple colombien”.



ABONNEZ-VOUS A “ANCHA”

Agence de Nouvelles antifascistes chiliennes
Publiée par la Branche extérieure du Front du Peuple
ANCHA paraît tous les mois en espagnol, en français, en anglais, en allemand, et en italien



Nom _____
Adresse _____
Pays _____

Disponible de ANCHA
B.P. 59, Cedex 13
Paris 75623, France

Tarif d'abonnement: En Europe: 1 an: 30 francs
abonnement d'appui: 50 francs ou plus
Ailleurs: 1 an: \$10.00
abonnement d'appui: \$15.00 ou plus
Prière d'envoyer tous les chèques
ou mandats postes à cette adresse
à l'ordre de Guerrien
(pas à ANCHA)

Les éditions française, anglaise et espagnole produites au Canada par le Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne sont disponibles au: Centre national de Publications de la Résistance chilienne
B.P. 185, station Outremont,
Montréal, Québec, Canada

Les tarifs d'abonnement aux éditions française, espagnole ou anglaise produites au Canada sont de \$4.00 pour un an. Prix par exemplaire: \$0.25.

Veillez faire tous les chèques ou mandats postes envoyés aux adresses susmentionnées à l'ordre du Comité canadien d'Appui à la Résistance chilienne ou à l'ordre du Centre national de Publications, respectivement.

Prière d'indiquer clairement vos nom et adresse ainsi que la langue dans laquelle vous souhaitez recevoir le bulletin